6338

typique de constater que les ouvriers les plus misérables sont ceux-là même qui se mettent en grève « par sentiment », sans cahier de revendications, sans mots d'ordres économiques, sans intérêt corporatif direct, *pour l'honneur*. La grève est pour eux ce qu'est le crachat du faible à la figure du fort qui lui a lié les poings, le défi du prisonnier à ses bourreaux, le dernier chant du condamné qu'on fusille ; elle est un équivalent psychologique de la révolution trop lointaine ou trop longtemps attendue, et dans sa réalité immédiate elle est une sombre, une immense *grève de la faim*.

C'est ce que ni les chefs « réformistes », ni les chefs « révolutionnaires » des syndicats ne semblent vouloir comprendre, habitués qu'ils sont à considérer l'ouvrier comme incapable de penser « à autre chose qu'à son beefstreak ». D'ailleurs, ils n'ont pas besoin de comprendre. Tant que l'ouvrier fera grève, il cherchera autour de lui les moyens de prolonger sa résistance passive et par conséquent il aura recours au syndicat qui dispose *seul* de moyens techniques et financiers, d'orateurs, de journaux et de cadre. Il ne peut agir seul et se rendre indépendant des chefs de toutes nuances (qu'il n'a qu'en fort médiocre estime) qu'à la condition de trouver lui-même un point d'appui économique dans l'expropriation du capitalisme.

La réquisition et la distribution des stocks de vivres, l'occupation des usines, la prise en otage des membres de la classe dirigeante, l'armement du prolétariat seront un jour le complément naturel de toute grève de masse, et ce jour-là est peut-être moins éloigné qu'on ne pense. La grève de masse cessera d'être résistance passive canalisée par les syndicats, et accompagnée de bagarres entre grévistes et jaunes, entre prolétaires affamés et prolétaires affamés également impuissants à se délivrer du capitalisme — et elle deviendra révolution sociale, introduction immédiate du communisme, bloc indissoluble des travailleurs et chômeurs par dessus les corporations, les entreprises et les nationalités.

Ainsi, seulement ainsi, se réalisera le vieux rêve du syndicalisme rouge et noir de nos pères et de nos grands-pères : *la grève générale insurrectionnelle et expropriatrice, destructrice du système capitaliste !*

IMP. COOP. LA LABORIEUSE. — NIMES

N° 7 **15-7-1936**

Les Cahiers de "TERRE LIBRE"

Publication Mensuelle

SUR LE TAS

Souvenirs d'une exploitée

par *S. Galois*

(Simone Weil)

br.
C.I.R.A.
6338 f

Prix : 30 centimes

La Série 1936 : 3 fr. 50

IMPRIMERIE COOPÉRATIVE « LA LABORIEUSE »
10, rue Emile-Jamais, 10
NIMES

INTRODUCTION

L'homme qui vit du travail et de la déchéance d'une femme, porte le nom peu glorieux de « maquereau ». Mais lorsqu'il s'agit de l'exploitation en gros et en détail de dix, cent, mille femmes — mères ou jeunes filles — prostituées au Moloch capitaliste sans trêve ni répit et pour des salaires de 40 *à* 80 francs par semaine, *alors ce nom infâme fait place au nom glorieux de* négociant, *d'*entrepreneur, *ou de* capitaine d'industrie.

Le salariat féminin est considéré par certains doctrinaires socialistes comme un acheminement nécessaire vers l'émancipation *de la femme. Il nous paraît être plutôt une phase de la* domestication *générale de l'espèce humaine par et pour la machine, sélection à rebours qui, si elle devait se poursuivre pendant quelques générations de plus, aboutirait à l'extermination de tout réflexe héréditaire de révolte et de liberté.*

Heureusement, l'exténuation de la race prolétarienne, son dressage en une race d'hilotes industriels, ne sont pas encore des faits accomplis. Le magnifique sursaut des grèves actuelles le démontre, et dans ces grèves, les femmes — victimes de la double exploitation et de la double servitude patronale et familiale — n'ont pas été les moins ardentes et les moins courageuses.

Nous avons une grande fierté de pouvoir offrir ce mois-ci aux lecteurs des Cahiers *un témoignage féminin sur l'occupation des usines, témoignage recueilli déjà par* la Révolution Prolétarienne, *numéro 224.*

La vie et la grève des ouvrières métallos

Enfin, on respire ! C'est la grève chez les métallos. Le public qui voit tout ça de loin ne comprend guère. Qu'est-ce que c'est ? Un mouvement révolutionnaire ? Mais tout est calme. Un mouvement revendicatif ? Mais pourquoi si profond, si général, si fort, et si soudain ?

Quand on a certaines images enfoncées dans l'esprit, dans le cœur, dans la chair elle-même, on comprend. On comprend tout de suite. Je n'ai qu'à laisser affluer les souvenirs.

PLUS VITE ! PLUS VITE !

Un atelier, quelque part dans la banlieue, un jour de printemps, pendant ces premières chaleurs si acclablantes pour ceux qui peinent. L'air est lourd d'odeurs de peintures et de vernis. C'est ma première journée dans cette usine. Elle m'avait parue accueillante, la veille : au bout de toute une journée passée à arpenter les rues, à présenter des certificats inutiles, enfin ce bureau d'embauche avait bien voulu de moi. Comment se défendre, au premier instant, d'un sentiment de reconnaissance ? Me voici sur une machine. Compter cinquante pièces... les placer une à une sur la machine, d'un côté, pas de l'autre... manier à chaque fois un levier... ôter la pièce... en mettre une autre... encore une autre... compter encore... Je ne vais pas assez vite. La fatigue se fait déjà sentir. Il faut forcer, empêcher qu'un instant d'arrêt sépare un mouvement du mouvement suivant. Plus vite, encore plus vite ! Allons bon ! Voilà une pièce que j'ai mise du mauvais côté. Qui sait si c'est la première ? Il faut faire attention. Cette pièce est bien placée. Celle-là aussi. Combien est-ce que j'en ai fait les dernières dix minutes ? Je ne vais pas assez vite. Je force encore. Peu à peu, la monotonie de la tâche m'entraîne à rêver. Pendant quelques instants, je pense

à bien des choses. Réveil brusque : combien est-ce que j'en fais ? Ça ne doit pas être assez. Ne pas rêver. Forcer encore. Si seulement je savais combien il faut en faire ! Je regarde autour de moi. Personne ne lève la tête, jamais. Personne ne sourit. Personne ne dit un mot. Comme on est seul ! Je fais 400 pièces à l'heure. Savoir si c'est assez ? Pourvu que je tienne à cette cadence, au moins... La sonnerie de midi, enfin. Tout le monde se précipite à la pendule de pointage, au vestiaire, hors de l'usine. Il faut aller manger. J'ai encore un peu d'argent, heureusement. Mais il faut faire attention. Qui sait si on va me garder, ici ? Si je ne chômerai pas encore des jours et des jours ? Il faut aller dans un de ces restaurants sordides qui entourent les usines. Ils sont chers, d'ailleurs. Certains plats semblent assez tentants, mais ce sont d'autres qu'il faut choisir, les meilleur marché. Manger coûte un effort encore. Ce repas n'est pas une détente. Quelle heure est-il ? Il reste quelques moments pour flâner. Mais sans s'écarter trop : pointer une minute en retard, c'est travailler une heure sans salaire. L'heure avance. Il faut rentrer. Voici ma machine. Voici mes pièces. Il faut recommencer. Aller vite... Je me sens défaillir de fatigue et d'écœurement. Quelle heure est-il ? Encore deux heures avant la sortie. Comment est-ce que je vais pouvoir tenir ? Voilà que le contremaître s'approche. « Combien en faites-vous ? 400 à l'heure ? Il en faut 800. Sans quoi je ne vous garderai pas. Si à partir de maintenant vous en faites 800, je consentirai peut-être à vous garder. » Il parle sans élever la voix. Pourquoi élèverait-il la voix, quand d'un mot il peut provoquer tant d'angoisse ? Que répondre ? « Je tâcherai. » Forcer. Forcer encore. Vaincre à chaque seconde ce dégoût, cet écœurement qui paralysent. Plus vite. Il s'agit de doubler la cadence. Combien en ai-je fait, au bout d'une heure ? 600. Plus vite. Combien, au bout de cette dernière heure ? 650. La sonnerie. Pointer, s'habiller, sortir de l'usine, le corps vidé de toute énergie vitale, l'esprit vide de pensée, le cœur submergé de dégoût, de rage muette, et par-dessus tout cela d'un sentiment d'impuissance et de soumission. Car le seul espoir pour le lendemain, c'est qu'on veuille bien me laisser passer encore une pareille journée. Quant aux jours qui suivront, c'est trop loin. L'imagination se refuse à parcourir un si grand nombre de minutes mornes.

Le lendemain, on veut bien me laisser me remettre à ma machine, quoique je n'aie pas fait la veille les 800 pièces exigées. Mais il va falloir les faire ce matin. Voilà le contremaître. Qu'est-ce qu'il va me dire ? « Arrêtez. » J'arrête. Qu'est-ce qu'on me veut ? Me renvoyer ? J'attends un ordre. Au lieu d'un ordre, il vient une sèche réprimande, toujours sur le même ton bref. « Dès qu'on vous dit d'arrêter, il faut être debout pour aller sur une autre machine. On ne dort pas, ici. » Que faire ? Me taire. Obéir immédiatement. Aller immédiatement à la machine qu'on me désigne. Exécuter docilement les gestes qu'on m'indique. Pas un mouvement d'impatience : tout mouvement d'impatience se traduit par de la lenteur ou de la maladresse. L'irritation, c'est bon pour ceux qui commandent, c'est défendu à ceux qui obéissent. Une pièce. Encore une pièce. Est-ce que j'en fais assez ? Vite. Voilà que j'ai failli louper une pièce. Attention ! Voilà que je ralentis. Vite. Plus vite...

SOUVENIRS

Quels souvenirs encore ? Il n'en vient que trop pêle-mêle. Des femmes qui attendent devant une porte d'usine. On ne peut entrer que dix minutes avant l'heure, et quand on habite loin, il faut bien venir une vingtaine de minutes en avance, pour ne pas risquer une minute de retard. Un portillon est ouvert, mais officiellement « ce n'est pas ouvert ». Il pleut à torrents. Les femmes sont dehors sous la pluie, devant cette porte ouverte. Quoi de plus naturel que de s'abriter quand il pleut et que la porte d'une maison est ouverte ? Mais ce mouvement si naturel, on ne pense même pas à le faire devant cette usine, parce que c'est défendu. Aucune maison étrangère n'est si étrangère que cette usine où on dépense quotidiennement ses forces pendant 8 heures.

Une scène de renvoi. On me renvoie d'une usine où j'ai travaillé un mois, sans qu'on m'ait jamais fait aucune observation. Et pourtant on embauche tous les jours. Qu'est-ce qu'on a contre moi ? On n'a pas daigné me le dire. Je reviens à l'heure de la sortie. Voilà le chef d'atelier. Je lui demande bien poliment une explication. Je reçois comme réponse : « Je n'ai pas de comptes à vous rendre » et aussitôt il s'en va. Que faire ? Un scandale ? Je risquerais de ne trouver d'embauche nulle part. Non, m'en aller bien sagement, recommencer à arpenter les rues, à stationner devant les bureaux d'embauche, et, à mesure que les semaines s'écoulent, sentir croître, au creux de l'estomac, une sensation qui s'installe en permanence et dont il est impossible de dire dans quelle mesure c'est de l'angoisse et dans quelle mesure de la faim.

Quoi encore ? Un vestiaire, au cours d'une semaine rigoureuse d'hiver. Le vestiaire n'est pas chauffé. On

entre là-dedans, quelquefois juste après avoir travaillé devant un four. On a un mouvement de recul, comme devant un bain froid. Mais il faut entrer. Il faut passer là dix minutes. Il faut mettre dans l'eau glacée des mains couvertes de coupures, où la chair est à vif, il faut les frotter vigoureusement avec de la sciure de bois pour ôter un peu l'huile et la poussière noire. Deux fois par jour. Bien sûr, on supporterait des souffrances encore plus pénibles, mais celles-là sont si inutiles ! Se plaindre à la direction ? Personne n'y songe un seul instant. « Ils se foutent bien de nous ». C'est vrai ou ce n'est pas vrai — mais en tout cas c'est bien l'impression qu'ils nous donnent. On ne veut pas risquer de se faire rembarrer. Plutôt souffrir tout cela en silence. C'est encore moins douloureux.

Des conversations, à l'usine. Un jour, une ouvrière amène au vestiaire un gosse de neuf ans. Les plaisanteries fusent. « Tu l'amènes travailler ? » Elle répond : « Je voudrais bien qu'il puisse travailler. » Elle a deux gosses et un mari malade à sa charge. Elle gagne bien de 3 à 4 francs de l'heure. Elle aspire au moment où enfin ce gosse pourra être enfermé à longueur de journée dans une usine pour rapporter quelques sous. Une autre, bonne camarade et affectueuse, qu'on interroge sur sa famille. « Vous avez des gosses ? — Non, heureusement. C'est-à-dire, j'en avais un, mais il est mort. » Elle parle d'un mari qu'elle a eu huit ans à sa charge. « Il est mort, heureusement. » C'est beau, les sentiments, mais la vie est trop dure...

Des scènes de paie. On défile comme un troupeau, devant le guichet, sous l'œil des contremaîtres. On ne sait pas ce qu'on touchera : il y aurait toujours à faire des calculs tellement compliqués que personne ne s'en sort, et il y a souvent de l'arbitraire. Impossible de se défendre du sentiment que ce peu d'argent qu'on vous passe à travers le guichet est une aumône.

ANGOISSES

La faim. Quand on gagne 3 francs de l'heure, ou même 4 francs, ou même un peu plus, il suffit d'un coup dur, une interruption de travail, une blessure, pour devoir, pendant une semaine ou plus, travailler en subissant *la faim*. Pas la sous-alimentation, qui peut, elle, se produire en permanence, même sans coup dur — la faim. La faim jointe à un dur travail physique, c'est une sensation poignante. Il faut travailler aussi vite que d'habitude, sans quoi on ne mangera pas encore assez la semaine suivante. Et par-dessus le marché, on risque de

se faire engueuler pour production insuffisante. Peut-être renvoyer. Ce ne sera pas une excuse de dire qu'on a faim. On a faim, mais il faut quand même satisfaire les exigences de ces gens par qui on peut en un instant être condamné à avoir encore plus faim. Quand on n'en peut plus, on n'a qu'à forcer. Toujours forcer. En sortant de l'usine, rentrer aussitôt chez soi pour éviter la tentation de dîner, et attendre l'heure du sommeil, qui d'ailleurs sera troublé parce que même la nuit on a faim. Le lendemain, forcer encore. Tous ces efforts, ils auront leur contre-partie : les quelques billets, les quelques pièces qu'on recevra au travers d'un guichet. Que demander d'autre ? On n'a droit à rien d'autre. On est là pour obéir et se taire. On est au monde pour obéir et se taire.

Compter sous par sous. Pendant huit heures de travail, on compte sous par sous. Combien de sous rapporteront ces pièces ? Qu'est-ce que j'ai gagné cette heure-ci ? Et l'heure suivante ? En sortant de l'usine, on compte encore sous par sous. On a un tel besoin de détente que toutes les boutiques attirent. Est-ce que je peux prendre un café ? Mais ça coûte dix sous. J'en ai déjà pris un hier. Il me reste tant de sous pour la quinzaine. Et ces cerises ? Elles coûtent tant de sous. On fait son marché : combien coûtent les pommes de terre, ici ? Deux cents mètres plus loin, elles coûtent deux sous de moins. Il faut imposer ces deux cents mètres à un corps qui se refuse à marcher. Les sous deviennent une obsession. Jamais, à cause d'eux, on ne peut oublier la contrainte de l'usine. Jamais on ne se détend. Ou, si on fait une folie — une folie à l'échelle de quelques francs — on subira la faim. Il ne faut pas que ça arrive souvent : on finirait par travailler moins vite, et par un cercle impitoyable la faim engendrerait encore plus de faim. Il ne faut pas se faire prendre par ce cercle. Il mène à l'épuisement, à la maladie, à la mort. Car quand on ne peut plus produire assez vite, on n'a plus droit à vivre. Ne voit-on pas les hommes de 40 ans refusés partout, à tous les bureaux d'embauche, quels que soient leurs certificats ? A 40 ans, on est compté comme un incapable. Malheur aux incapables.

La fatigue. La fatigue, accablante, amère, par moments douloureuse au point qu'on souhaiterait la mort. Tout le monde, dans toutes les situations, sait ce que c'est que d'être fatigué, mais pour cette fatigue-là il faudrait un nom à part. Des hommes vigoureux, dans la force de l'âge, s'endorment de fatigue sur la banquette du métro. Pas après un coup dur, après une journée de

travail normale. Une journée comme il y en aura une encore le lendemain, le surlendemain, toujours. En descendant dans la rame de métro, au sortir de l'usine, une angoisse occupe toute la pensée : est-ce que je trouverai une place assise ? Ce serait trop dur de devoir rester debout. Mais bien souvent il faut rester debout. Attention qu'alors l'excès de fatigue n'empêche pas de dormir ! Le lendemain il faudrait forcer encore un peu plus.

La peur. Rares sont les moments de la journée où le cœur n'est pas un peu comprimé par une angoisse quelconque. Le matin, l'angoisse de la journée à traverser. Dans les rames de métro qui mènent à Billancourt vers 6 heures et demie du matin, on voit la plupart des visages contractés par cette angoisse. Si on n'est pas en avance, la peur de la pendule de pointage. Au travail, la peur de ne pas aller assez vite, pour tous ceux qui ont du mal à y arriver. La peur de louper des pièces en forçant sur la cadence, parce que la vitesse produit une espèce d'ivresse qui annule l'attention. La peur de tous les menus accidents qui peuvent amener des loupés ou un outil cassé. D'une manière générale, la peur des engueulades. On s'exposerait à bien des souffrances rien que pour éviter une engueulade. La moindre réprimande est une dure humiliation, parce qu'on n'ose pas répondre. Et combien de choses peuvent amener une réprimande ! La machine a été mal réglée par le régleur ; un outil est en mauvais acier ; des pièces sont impossibles à bien placer : on se fait engueuler. On va chercher le chef à travers l'atelier pour avoir du boulot, on se fait rembarrer. Si on l'avait attendu à son bureau, on aurait risqué une engueulade aussi. On se plaint d'un travail trop dur ou d'une cadence impossible à suivre, on s'entend brutalement rappeler qu'on occupe une place que des centaines de chômeurs prendraient volontiers. Mais pour oser se plaindre, il faut véritablement qu'on n'en puisse plus. Et c'est ça la pire angoisse, l'angoisse de sentir qu'on s'épuise ou qu'on vieillit, que bientôt on n'en pourra plus. Demander un poste moins dur ? Il faudrait avouer qu'on ne peut plus occuper celui où on est. On risquerait d'être jeté à la porte. Il faut serrer les dents. Tenir. Comme un nageur sur l'eau. Seulement avec la perspective de nager toujours, jusqu'à la mort. Pas de barque par laquelle on puisse être recueilli. Si on s'enfonce lentement, si on coule, personne au monde ne s'en apercevra seulement. Qu'est-ce qu'on est ? Une unité dans les effectifs du travail. On ne compte pas. A peine si on existe.

DISCIPLINE

La contrainte. Ne jamais rien faire, même dans le détail, qui constitue une initiative. Chaque geste est simplement l'exécution d'un ordre. En tout cas pour les manœuvres spécialisés. Sur une machine, pour une série de pièces, cinq ou six mouvements simples sont indiqués, qu'il faut seulement répéter à toute allure. Jusqu'à quand ? Jusqu'à ce qu'on reçoive l'ordre de faire autre chose. Combien durera cette série de pièces ? Jusqu'à ce que le chef donne une autre série. Combien de temps restera-t-on sur cette machine ? Jusqu'à ce que le chef donne ordre d'aller sur une autre. On est à tout instant dans le cas de recevoir un ordre. On est une chose livrée à la volonté d'autrui. Comme ce n'est pas naturel à un homme de devenir une chose, et comme il n'y a pas de contrainte tangible, pas de fouet, pas de chaînes, il faut se plier soi-même à cette passivité. Comme on aimerait pouvoir laisser son âme dans la case où on met le carton de pointage, et la reprendre à la sortie ! Mais on ne peut pas. Son âme, on l'emporte à l'atelier. Il faut tout le temps la faire taire. A la sortie, souvent on ne l'a plus, parce qu'on est trop fatigué. Ou si on l'a encore, quelle douleur, le soir venu, de se rendre compte de ce qu'on a été huit heures durant ce jour-là, et de ce qu'on sera huit heures encore le lendemain, et le lendemain du lendemain...

Quoi encore ? L'importance extraordinaire que prend la bienveillance ou l'hostilité des supérieurs immédiats, régleurs, chef d'équipe, contremaître, ceux qui donnent à leur gré le « bon » ou le « mauvais » boulot, qui peuvent à leur gré aider ou engueuler dans les coups durs. La nécessité perpétuelle de ne pas déplaire. La nécessité de répondre aux paroles brutales sans aucune nuance de mauvaise humeur, et même avec déférence, s'il s'agit d'un contremaître. Quoi encore ? Le « mauvais boulot », mal chronométré, sur lequel on se crève pour ne pas « couler » le bon, parce qu'on risquerait de se faire engueuler pour vitesse insuffisante ; ce n'est jamais le chronométreur qui a tort. Et si ça se produisait trop souvent, on risquerait le renvoi. Et tout en se crevant, on ne gagne à peu près rien, justement parce que c'est du « mauvais boulot ». Quoi encore ? Mais ça suffit. Ça suffit pour montrer ce qu'est une vie pareille, et que si on s'y soumet, c'est, comme dit Homère au sujet des esclaves, « bien malgré soi, sous la pression d'une dure nécessité ».

LA GRANDE DETENTE

Dès qu'on a senti la pression s'affaiblir, immédiatement les souffrances, les humiliations, les rancœurs, les amertumes silencieusement amassées pendant des années ont constitué une force suffisante pour desserrer l'étreinte. C'est toute l'histoire de la grève. Il n'y a rien d'autre.

Des bourgeois intelligents ont cru que la grève avait été provoquée par les communistes pour gêner le nouveau gouvernement. J'ai entendu moi-même un ouvrier intelligent dire qu'au début la grève avait sans doute été provoquée par les patrons pour gêner ce même gouvernement. Cette rencontre est drôle. Mais aucune provocation n'était nécessaire. On pliait sous le joug. Dès que le joug s'est desserré, on a relevé la tête. Un point c'est tout.

Comment est-ce que ça s'est passé ? Oh ! bien simplement. L'unité syndicale n'a pas constitué un facteur décisif. Bien sûr, c'est un gros atout, mais qui joue dans d'autres corporations beaucoup plus que pour les métallos de la région parisienne, parmi lesquels on ne comptait, il y a un an, que quelques milliers de syndiqués. Le facteur décisif, il faut le dire, c'est le gouvernement du Front populaire. D'abord, on peut enfin — enfin ! — faire une grève sans police, sans gardes mobiles. Mais ça, ça joue pour toutes les corporations. Ce qui compte surtout, c'est que les usines de mécanique travaillent presque toutes pour l'Etat, et dépendent de lui pour boucler le budget. Cela, chaque ouvrier le sait. Chaque ouvrier, en voyant arriver au pouvoir le parti socialiste, a eu le sentiment que, devant le patron, il n'était plus le plus faible. La réaction a été immédiate.

Pourquoi les ouvriers n'ont-ils pas attendu la formation du nouveau gouvernement ? Il ne faut pas, à mon avis, chercher là-dessous des manœuvres machiavéliques. Nous ne devons pas non plus, nous autres, nous hâter de conclure que la classe ouvrière se méfie des partis ou du pouvoir d'Etat. Nous aurions, par la suite, de sérieuses désillusions. Bien sûr, il est réconfortant de constater que les ouvriers aiment encore mieux faire leurs propres affaires que de les confier au gouvernement. Mais ce n'est pas, je crois, cet état d'esprit qui a déterminé la grève. Non. En premier lieu, on n'a pas eu la force d'attendre. Tous ceux qui ont souffert savent que lorsqu'on croit qu'on va être délivré d'une souffrance trop longue et trop dure, les derniers jours d'attente sont intolérables. Mais le facteur essentiel est ailleurs. Le public, et les patrons, et Léon Blum lui-même, et tous ceux qui sont étrangers à cette vie d'esclave sont incapables de comprendre ce qui a été décisif dans cette affaire. C'est que dans ce mouvement il s'agit de bien autre chose que de telle ou telle revendication particulière, si importante soit-elle. Si le gouvernement avait pu obtenir pleine et entière satisfaction par de simples pourparlers, on aurait été bien moins content. Il s'agit, après avoir toujours plié, tout subi, tout encaissé en silence pendant des mois et des années, d'oser enfin se redresser. Se tenir debout. Prendre la parole à son tour. Se sentir des hommes, pendant quelques jours. Indépendamment des revendications, cette grève est en elle-même une joie. Une joie pure. Une joie sans mélange.

UNE JOIE

Oui, une joie. J'ai été voir les copains dans une usine où j'ai travaillé il y a quelques mois. J'ai passé quelques heures avec eux. Joie de pénétrer dans l'usine avec l'autorisation souriante d'un ouvrier qui garde la porte. Joie de trouver tant de sourires, tant de paroles d'accueil fraternel. Comme on se sent entre camarades dans ces ateliers où, quand j'y travaillais, chacun se sentait tellement seul sur sa machine ! Joie de parcourir librement ces ateliers où on était rivé sur sa machine, de former des groupes, de causer, de casser la croûte. Joie d'entendre, au lieu du fracas impitoyable des machines, symbole si frappant de la dure nécessité sous laquelle on pliait, de la musique, des chants et des rires. On se promène parmi ces machines auxquelles on a donné pendant tant et tant d'heures le meilleur de sa substance vitale, et elles se taisent, elles ne coupent plus de doigts, elles ne font plus de mal. Joie de passer devant les chefs la tête haute. On cesse enfin d'avoir besoin de lutter à tout instant, pour conserver sa dignité à ses propres yeux, contre une tendance presque invincible à se soumettre corps et âme. Joie de voir les chefs se faire familiers par force, serrer des mains, renoncer complètement à donner des ordres. Joie de les voir attendre docilement leur tour pour avoir le bon de sortie que le comité de grève consent à leur accorder. Joie de dire ce qu'on a sur le cœur à tout le monde, chefs et camarades, sur ces lieux où deux ouvriers pouvaient travailler des mois côte à côte sans qu'aucun des deux sache ce que pensait le voisin. Joie de vivre, parmi ces machines muettes, au rythme de la vie humaine — le rythme qui correspond à la respiration,

aux battements du cœur, aux mouvements naturels de l'organisme humain — et non à la cadence imposée par le chronométreur. Bien sûr, cette vie si dure recommencera dans quelques jours. Mais on n'y pense pas, on est comme les soldats en permission pendant la guerre. Et puis, quoi qu'il puisse arriver par la suite, on aura toujours eu ça. Enfin, pour la première fois, et pour toujours, il flottera autour de ces lourdes machines d'autres souvenirs que le silence, la contrainte, la soumission. Des souvenirs qui mettront un peu de fierté au cœur, qui laisseront un peu de chaleur humaine sur tout ce métal.

On se détend complètement. On n'a pas cette énergie farouchement tendue, cette résolution mêlée d'angoisse si souvent observée dans les grèves. On est résolu, bien sûr, mais sans angoisse. On est heureux. On chante, mais pas *l'Internationale*, pas la *Jeune Garde* ; on chante des chansons, tout simplement, et c'est très bien. Quelques-uns font des plaisanteries, dont on rit pour le plaisir de s'entendre rire. On n'est pas méchant. Bien sûr, on est heureux de faire sentir aux chefs qu'ils ne sont pas les plus forts. C'est bien leur tour. Ça leur fait du bien. Mais on n'est pas cruel. On est bien trop content. On est sûr que les patrons céderont. On croit qu'il y aura un nouveau coup dur au bout de quelques mois, mais on est prêt. On se dit que si certains patrons ferment leurs usines, l'Etat les reprendra. On ne se demande pas un instant s'il pourra les faire fonctionner aux conditions désirées. Pour tout Français, l'Etat est une source de richesse inépuisable. L'idée de négocier avec les patrons, d'obtenir des compromis, ne vient à personne. On veut avoir ce qu'on demande. On veut l'avoir parce que les choses qu'on demande, on les désire, mais surtout parce qu'après avoir si longtemps plié, pour une fois qu'on relève la tête, on ne veut pas céder. On ne veut pas se laisser rouler, être pris pour des imbéciles. Après avoir passivement exécuté tant et tant d'ordres, c'est trop bon de pouvoir enfin pour une fois en donner à ceux mêmes de qui on les recevait. Mais le meilleur de tout, c'est de se sentir tellement des frères.

ET APRES ?

Et les revendications, que faut-il en penser ? Il faut noter d'abord un fait bien compréhensible, mais très grave. Les ouvriers font la grève, mais laissent aux militants le soin d'étudier le détail des revendications. Le pli de la passivité contracté quotidiennement pendant des années et des années ne se perd pas en quelques jours, même quelques jours si beaux. Et puis ce n'est pas au moment où pour quelques jours on s'est évadé de l'esclavage qu'on peut trouver en soi le courage d'étudier les conditions de la contrainte sous laquelle on a plié jour après jour, sous laquelle on pliera encore. On ne peut pas penser à ça tout le temps. Il y a des limites aux forces humaines. On se contente de jouir, pleinement, sans arrière-pensée, du sentiment qu'enfin on compte pour quelque chose ; qu'on va moins souffrir ; qu'on aura des congés payés — cela, on en parle avec des yeux brillants, c'est une revendication qu'on n'arrachera plus du cœur de la classe ouvrière — qu'on aura de meilleurs salaires et quelque chose à dire dans l'usine, et que tout cela, on ne l'aura pas simplement obtenu, mais imposé. On se laisse, pour une fois, bercer par ces douces pensées, on n'y regarde pas de plus près. Or, ce mouvement pose de graves problèmes. Le problème central, à mes yeux, c'est le rapport entre les revendications matérielles et les revendications morales. Il faut regarder les choses en face. Est-ce que les salaires réclamés dépassent les possibilités des entreprises dans le cadre du régime ? Et si oui, que faut-il en penser ? Il ne s'agit pas simplement de la métallurgie, puisqu'à juste titre le mouvement revendicatif est devenu général. Alors ? Assisterons-nous à une nationalisation progressive de l'économie sous la poussée des revendications ouvrières, à une évolution vers l'économie d'Etat et le pouvoir totalitaire ? Ou à une recrudescence du chômage ? Ou à une reculade des ouvriers obligés de baisser la tête une fois de plus sous la contrainte des nécessités économiques ? Dans chacun de ces cas, ce beau mouvement aurait une triste issue.

CONTROLE OUVRIER

J'aperçois, pour moi, une autre possibilité. Il est à vrai dire délicat d'en parler publiquement dans un moment pareil. En plein mouvement revendicatif, on ose difficilement suggérer de limiter volontairement les revendications. Tant pis. Chacun doit prendre ses responsabilités. Je pense, pour moi, que le moment serait favorable, si on savait l'utiliser, pour constituer le premier embryon d'un contrôle ouvrier. Les patrons ne peuvent pas accorder des satisfactions illimitées, c'est entendu ; que du moins ils ne soient plus seuls juges de ce qu'ils peuvent ou disent pouvoir. Que partout où les patrons invoquent comme motif de résistance la nécessité de boucler le budget, les ouvriers établissent une

commission de contrôle des comptes constituée par quelques-uns d'entre eux, un représentant du syndicat, un technicien membre d'une organisation ouvrière. Pourquoi, là où l'écart entre leurs revendications et les offres du patronat est grand, n'accepteraient-ils pas de réduire considérablement leurs prétentions jusqu'à ce que la situation de l'entreprise s'améliore, et sous la condition d'un contrôle syndical permanent ? Pourquoi même ne pas prévoir dans le contrat collectif, pour les entreprises qui seraient au bord de la faillite, une dérogation possible aux clauses qui concernent les salaires, sous la même condition ? Il y aurait alors enfin et pour la première fois, à la suite d'un mouvement ouvrier, une transformation durable dans le rapport des forces. Ce point vaut la peine d'être sérieusement médité par les militants responsables.

Un autre problème, qui concerne plus particulièrement les bagnes de la mécanique, est lui aussi à considérer. C'est la répercussion des nouvelles conditions de salaires sur la vie quotidienne à l'atelier. Tout d'abord, l'inégalité entre les catégories sera-t-elle intégralement maintenue ou diminuée ? Il serait déplorable de la maintenir. L'effacer serait un soulagement, un progrès prodigieux quant à l'amélioration des rapports entre ouvriers. Si on se sent seul dans une usine, et on s'y sent très seul, c'est en grande partie à cause de l'obstacle qu'apporte aux rapports de camaraderie de petites inégalités, grandes par rapport à ces maigres salaires. Celui qui gagne un peu moins jalouse celui qui gagne un peu plus. Celui qui gagne un peu plus méprise celui qui gagne un peu moins. C'est ainsi. Ce n'est pas ainsi pour tous, mais c'est ainsi pour beaucoup. On ne peut pas sans doute encore établir l'égalité, mais du moins on peut diminuer considérablement les différences. Il faut le faire. Mais ce qui me paraît le plus grave, le voici. On aura, pour chaque catégorie, un salaire minimum. Mais le travail aux pièces est maintenue. Que se passera-t-il alors en cas de « bons coulés », c'est-à-dire au cas où le salaire calculé en fonction des pièces exécutées est inférieur au salaire minimum ? Le patron réglera la différence, c'est entendu. La fatigue, le manque de vivacité, la malchance de tomber sur du « mauvais boulot » ou de travailler sur une machine détraquée ne seront plus automatiquement punis par un abaissement presque illimité des salaires. On ne verra plus une ouvrière gagner douze francs dans une journée parce qu'elle aura dû attendre quatre ou cinq heures qu'on ait fini de réparer sa machine. Très bien. Mais il y a à craindre alors qu'à cette injuste punition d'un salaire dérisoire se substitue une

punition plus impitoyable, le renvoi. Le chef saura de quels ouvriers il a dû relever le salaire pour observer la clause du contrat, il saura quels ouvriers sont restés le plus souvent au-dessous du minimum. Pourra-t-on l'empêcher de les mettre à la porte pour rendement insuffisant ? Les pouvoirs du délégué d'atelier peuvent-ils s'étendre jusque-là ? Cela me paraît presque impossible, quelles que soient les clauses du contrat collectif. Dès lors, il est à craindre qu'à l'amélioration des salaires corresponde une nouvelle aggravation des conditions morales du travail, une terreur accrue dans la vie quotidienne de l'atelier, une aggravation de cette cadence du travail qui déjà brise le corps, le cœur et la pensée. Une loi impitoyable, depuis une vingtaine d'années, semble faire tout servir à l'aggravation de la cadence. La guerre a installé dans l'industrie le travail machinal et la cadence rapide, la prospérité économique a accru cette rapidité, la crise l'a accrue à son tour. Faut-il qu'il en soit encore de même pour notre mouvement gréviste ? Et que faire pour l'empêcher ?

FAIRE L'AVENIR

Je m'en voudrais de terminer sur une note triste. Les militants ont, en ces jours, une terrible responsabilité. Nul ne sait comment les choses tourneront. Plusieurs catastrophes sont à craindre. Mais aucune crainte n'efface la joie de voir ceux qui toujours, par définition, courbent la tête, la redresser. Ils n'ont pas, quoiqu'on suppose du dehors, des espérances illimitées. Il ne serait même pas exact de parler en général d'espérance. Ils savent bien qu'en dépit des améliorations conquises, le poids de l'oppression sociale, un instant écarté, va retomber sur eux. Ils savent qu'ils vont se retrouver sous une domination dure, sèche et sans égards. Mais ce qui est illimité, c'est le bonheur présent. Ils se sont enfin affirmés. Ils ont enfin fait sentir à leurs maîtres qu'ils existent. Se soumettre par force, c'est dur ; laisser croire qu'on veut bien se soumettre, c'est trop. Aujourd'hui, nul ne peut ignorer que ceux à qui on a assigné pour seul rôle sur cette terre de plier, de se soumettre et de se taire plient, se soumettent et se taisent seulement dans la mesure précise où ils ne peuvent pas faire autrement. Y aura-t-il autre chose ? Allons-nous enfin assister à une amélioration effective et durable des conditions du travail industriel ? L'avenir le dira ; mais cet avenir, il ne faut pas l'attendre, il faut le faire.

S. Galois.

Un travail de première urgence

pour tous les révolutionnaires sociaux

Il est temps de le constater : l'idée de la revendication économique pure et simple, de la grève réformiste, corporative, est désormais dépassée par les événements. Pour peu que la classe ouvrière fasse montre de sa force, elle en arrive à poser des exigences qu'il est impossible au capitalisme en faillite de satisfaire réellement. C'est alors qu'intervient nécessairement l'idée de l'expropriation du capitalisme et de la suppression du salariat. Cette idée, le gouvernement actuel (et la C. G. T. qui est son appui le plus ferme) se refusent systématiquement à l'admettre. Force leur est, par conséquent, de s'opposer au mouvement gréviste d'une façon plus ou moins brutale, plus ou moins hypocrite, et d'en minoriser les revendications au point de les rendre inopérantes.

De son côté, le patronat, sûr de l'appui officiel, lorsqu'il s'agit de maintenir le statu-quo social, se prépare déjà à reprendre de façon détournée le peu qu'il a accordé. Le contrat collectif, la discipline syndicale et la psychose Front Populaire interviendront, sans doute, pour empêcher les ouvriers de pousser à fond leur grandiose expérience de grève sur le tas et de réaliser la *véritable* occupation des usines. Nous croyons cependant que les belles journées d'action ne seront pas oubliées de sitôt, surtout dans les usines où elles ont devancé toute espèce de légalisation et d'arbitrage du genre de l'accord « Maquignon ». Et le reste suivra, une fois de plus !

En face de la guerre, du fascisme ou d'une nouvelle restriction de leur niveau de vie, les ouvriers disposent maintenant d'une méthode de lutte universelle qui, dans beaucoup de cas, les rend à peu près invulnérables. Non pas que l'autorité hésiterait par humanité à lancer sa police et jusqu'à des tanks ou des avions contre les usines occupées. Mais le patronat lui-même serait le premier à le supplier de n'en rien faire pour éviter la

destruction d'un appareil technique valant souvent des centaines de millions, appareil technique qui est partie intégrante du potentiel de guerre de la nation et qui représente la source même de la puissance de l'Etat. Le sang est bon marché, mais l'acier coûte cher !

Dans l'usine Hispano, par exemple, où le moindre ouvrier a sous la main un moteur d'aviation valant un demi-million et des machines-outils bien plus irremplaçables encore, on s'y imagine difficilement un recours à la force armée de la part de l'autorité capitaliste. Quelle soit ou non proclamée illégale, criminelle, antipatriotique, l'occupation des usines est un *moyen* puissant acquis par la classe ouvrière et dont elle se servira à l'occasion. Mais tout est là : elle n'est qu'un moyen, et doit être envisagée en fonction d'une *complète transformation sociale,* sous peine de déroute et de faillite sans remède (1).

Sans attendre une minute de plus, il faut mettre à l'ordre du jour la recherche et la propagation des méthodes révolutionnaires qui permettraient au prolétariat — au cas où il occuperait de nouveau *ses* usines — de les conserver, de les administrer et de les utiliser rationnellement pour sa propre défense et pour les besoins de la population toute entière. Peu importe que le système soit basé sur le Comité d'Usine, la Coopérative de main-d'œuvre, le Syndicat, la Commune ou le Soviet ; peu importe que la rétribution soit individuelle ou collective, fixe ou variable, basée sur la monnaie, la carte de consommation ou sur une comptabilité d'heures-travail ; peu importe, enfin, que la direction et la liaison financière et technique soient constituées de telle ou telle manière.

Bien au contraire, il est plutôt à souhaiter que toutes les expériences puissent se développer librement dans l'harmonisation générale. Mais ce qu'il faut à tout prix éviter, c'est que le prolétariat, une fois maître de l'atelier (ce qui est la seule manière prolétarienne de « prendre le pouvoir ») ne vienne à l'abandonner faute de volonté créatrice et révolutionnaire, en échange d'on sait trop quels compromis, ou quelles vaines prouesses de l'Etat et des capitalistes. Le capitalisme libéral a fait faillite. A nous de choisir entre le Fascisme et la Révolution sociale.

A. P.

(1) A l'heure où nous mettons en page, le gouvernement vient de faire doubler les effectifs de la garde-mobile !

LES MILITANTS

Poème d'un Ouvrier Américain

Un million d'ouvriers vont au lit
Trop fatigués pour rêver au lendemain.
A quoi bon ?
Demain est noir :
Il a une flamme trouble sur le front,
Son corps fatigué sont jusqu'aux os la faim,

Il peine au fond d'une mine.
Demain, c'est une enfant aux grands yeux
Qui danse inutilement devant la machine tonnante ;
Demain, c'est l'homme jeté sur l'homme dans le fossé,
C'est le hurlement implacable des sirènes,
C'est la pendule vérificatrice.

Mais par ci par là
Il y a un ouvrier qui ne va pas au lit
Et qui rêve un demain
Frais et doux
Quand les pavés dans la rue brilleront comme des fleurs
Et quand les cheminées d'usine chanteront notre espérance.

Et ses rêves troublent
Le sommeil noir et désespéré de ceux
Qui ne rêvent pas.

C. E.

LES SYNDICATS ET LE MOUVEMENT GREVISTE EN FRANCE

Récemment, nous relisions la suite d'articles publiés sous ce titre, par nous-mêmes, dans les séries 1932 *et* 1933 *de cette* Correspondance Internationale Ouvrière, *à laquelle ont succédé, depuis, les* Feuilles de Documentation *de* « Terre Libre » *et la présente série de* « Cahiers ».

Il nous a semblé que les événements actuels apportaient une assez éclatante confirmation à nos idées d'alors, lorsque nous posions l'occupation des usines comme complément naturel de toute grève de masse en période de déchéance capitaliste. *Voici le morceau :*

L'idée-force sur laquelle vivait le syndicalisme révolutionnaire, l'idée de la grève générale pure et simple, perd de jour en jour de sa signification et de son actualité. Il n'est pas difficile de constater que l'arme de la grève, sous sa forme passive et légale, ne donne plus de résultats qu'à l'échelle de petits détachements ouvriers difficilement remplaçables pour une raison ou pour une autre et choisissant pour attaquer un patron isolé le moment favorable de la grosse commande. Partout où de larges masses sont entrées en lutte, ç'à été contre des diminutions de salaires et plus le nombre des grévistes était grand, plus faibles étaient les réserves en argent, plus insuffisants les secours fournis par les autres corporations, régions ou pays, plus rapide et plus profonde la défaite. La généralisation d'une grève est cependant la condition sine qua non de la lutte. Il y a là un cercle vicieux qui donne beau jeu aux bureaucrates « réformistes » pour s'opposer à la grève comme à une folie, et aux bureaucrates « révolutionnaires » pour crier à la trahison, renvoyant les ouvriers de l'espoir au désespoir et du désespoir à la passivité jusqu'à ce que l'excès de leur misère les ramène à l'action.

Il n'est pas douteux que plus une grève menace l'ordre public et plus elle est sûre de réaliser contre elle le front de tous les pouvoirs, de tous les partis et de toutes les associations patronales intéressés à cet écrasement. C'est là une des raisons qui font que la grève n'est pas en elle-même une arme efficace contre la bourgeoisie, même lorsqu'elle groupe de vastes populations déjà à bout de misère et d'oppression, qui n'ont pas de ressources et que l'on traite sans ménagement. La grève de masse, soutenue par la solidarité des chômeurs et mené à la façon « sauvage » de la grève belge, ou des barricades de Roubaix, est d'ailleurs bien moins un acte de revendication économique qu'un geste de révolte déesespérée contre une oppression et une exploitation qu'elle est impuissante à briser. Il est